

ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 150 - 2022
DE LA COMMUNE DE MONTREVEL-EN-BRESSE

**Arrêté de voirie permanent instaurant une zone de
stationnement gratuit à durée limitée (« zone bleue »)
Place du Général de Gaulle**

Le Maire de la Commune de Montrevel-en-Bresse,

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée par plusieurs textes et notamment par la loi 96-142 du 21 février 1996 relative à la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales qui traite des droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213-1 à L2213-6 qui définissent les pouvoirs de police du maire dans l'agglomération pour toutes les catégories de voies.

VU le Code de la route et notamment l'article R417-3 qui traite de la limitation de la durée de stationnement,

VU le code pénal et notamment l'article R 610-5,

VU le code de la voirie routière et notamment le titre 1^{er} (dispositions communes aux voies du domaine public routier) et le titre IV (voirie communale),

VU le décret n°2007-1503 du 19 octobre 2007 relatif au dispositif de contrôle de la durée du stationnement urbain et modifiant le Code de la route,

VU l'arrêté ministériel du 6 décembre 2007 relatif au modèle type de dispositif de contrôle de la durée du stationnement urbain,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière modifiée qui fixe les règles d'utilisation et d'implantation de la signalisation routière et notamment la 1^{ère} partie (généralités - arrêté du 7 juin 1977) et la 5^{ème} partie (signalisation d'indication, des services et de repérage),

Considérant que devant l'augmentation sans cesse croissante du parc automobile, la réglementation des conditions d'occupation des voies par des véhicules en stationnement répond à une nécessité d'ordre public,

Considérant que le domaine public routier ne saurait être utilisé uniquement pour des stationnements prolongés et exclusifs mais qu'il y a lieu de favoriser, en centre-ville, la rotation des véhicules à proximité immédiate des commerces et des services,

ARRETE

Article 1^{er} : Tous les arrêtés municipaux précédents relatifs au stationnement sur la zone ci-après considérée sont abrogés, à l'exception de ceux réglementant la circulation et le stationnement les jours de marchés.

Article 2 - Périmètre de la zone bleue

Une zone bleue est instaurée sur le parking de la Place du Général de Gaulle.

Elle s'applique aux places de stationnement matérialisées au sol et signalées par une signalisation verticale à l'aide de panneaux C1b, complétés par des panonceaux indicatifs des durées et des jours applicables à la zone bleue M9.

Article 3 - Règlements applicables au sein de la zone bleue

Au sein de la zone bleue, de 9h à 12h et de 14h à 19h sauf dimanches et jours fériés, le stationnement est gratuit et limité à une heure.

Article 4 - Disque de contrôle

Dans la zone indiquée à l'article 2, tout conducteur qui laisse un véhicule en stationnement est tenu d'utiliser un disque de contrôle de la durée du stationnement, conforme au modèle type défini par arrêté du ministre de l'Intérieur.

Ce disque doit être apposé en évidence à l'avant du véhicule en stationnement. Il doit faire apparaître l'heure d'arrivée. Il doit être enlevé dès que le véhicule est remis en circulation.

Article 5 - Défaut de disque

Est assimilé à un défaut d'apposition du disque le fait de porter sur celui-ci des indications horaires inexacts ou de modifier ces informations alors que le véhicule n'a pas été remis en circulation.

Il en est de même de tout déplacement du véhicule qui, en raison notamment de la faible distance séparant les deux points de stationnement, et de la brièveté du temps écoulé entre le départ du premier point de stationnement et l'arrivée sur le second, apparaîtrait comme ayant comme unique motif de permettre au conducteur de se soustraire aux dispositions relatives à la réglementation du stationnement.

Article 6

Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas aux services de secours et de police, aux personnes handicapées portant la carte européenne de stationnement ou la carte mobilité inclusion (CMI).

Article 7

Les mesures édictées dans le présent arrêté entreront en vigueur dès la mise en place de la signalisation réglementaire et les infractions seront constatées et poursuivies conformément à la loi.

Article 8

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin - 69433 Lyon Cedex 03, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.

Article 9

Monsieur le Maire de la commune, Monsieur le Directeur Général des Services de la commune, Monsieur le Chef de la Brigade de gendarmerie, ainsi que toutes les personnes habilitées à constater les infractions à la police de la circulation sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 10 - Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- A Monsieur le Chef de la Communauté de Brigade de Gendarmerie de Montrevel-en-Bresse
- Aux services techniques de la commune de Montrevel-en-Bresse,
- A Mme Nadine RANSAY, ASVP.

Montrevel-en-Bresse, le 29 novembre 2022
Le Maire, Jean-Yves BREVET

